

VILLE DE GUIPAVAS

Complexe sportif de Kerlaurent Complexe sportif de Pontanné



Rénovation de deux terrains en gazon synthétique

Règlement de consultation

Date limite de remise des offres : le **12/05/2025 à 12h**

Table des matières

1	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1	DESCRIPTION DU MARCHÉ	3
1.2	INTERVENANTS	3
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1	ÉTENDUE ET MODE DE CONSULTATION	4
2.2	DÉCOMPOSITION EN LOTS ET PHASAGE DU MARCHÉ	4
2.2.1	Décomposition en lots	4
2.2.2	Phasage du marché	4
2.3	MODE DE DÉVOLUTION	4
2.4	DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION	4
2.5	NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
2.6	VARIANTE LIBRE À L'INITIATIVE DU CANDIDAT	4
2.7	VARIANTE OBLIGATOIRE	5
2.8	PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE	5
2.9	MODIFICATIONS DE DÉTAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
2.10	DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	5
2.11	COMPLÉMENTS À APPORTER AUX CAHIERS DES CLAUSES PARTICULIÈRES	5
2.12	FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	5
2.13	OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
2.14	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
2.15	VISITE FACULTATIVE	6
2.16	CONTENU DES CANDIDATURES ET OFFRES	6
2.17	DOSSIER DE CANDIDATURE	7
2.17.1	Pièces obligatoires dans le dossier de candidature	7
2.17.2	Pièces non obligatoires dans le dossier de candidature mais indispensables pour l'attribution du marché	8
2.18	DOSSIER D'OFFRE	8
3	CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES	10
3.1	ENVOI DES OFFRES SOUS FORME DÉMATÉRIALISÉE	11
3.1.1	Cadre général	11
3.1.2	Plateforme de dématérialisation utilisée par le pouvoir adjudicateur	11
3.1.3	Présentation des dossiers et format des fichiers	11
3.1.4	Horodatage	11
3.1.5	Copie de sauvegarde	11
3.1.6	Antivirus	11
3.2	ORDRE D'OUVERTURE DES PLIS	12
4	UNITÉ MONÉTAIRE	12
5	JUGEMENT DES CANDIDATURE ET OFFRES	12
5.1	JUGEMENT DES CANDIDATURES	12
5.2	JUGEMENT DES OFFRES	12
5.3	NÉGOCIATION	13
5.4	ATTRIBUTION DES MARCHÉS	14
6	CONDITIONS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ	14
7	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	14
8	INFORMATIONS RECUEILLIES – RGPD	14
9	DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS	15

1 OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 DESCRIPTION DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les travaux de **rénovation de deux terrains en gazon synthétique**.

Nature des équipements	Lieux d'implantations
Terrains en gazon synthétique	Complexes sportifs de Kerlaurent et de Pontanné Ville de Guipavas (29)

1.2 INTERVENANTS

Le Maître d'Ouvrage :

VILLE DE GUIPAVAS



Place Saint Eloi
29490 GUIPAVAS

Représentée par Mr. Le Maire :

Mr JACOB

Service en charge de l'opération :

**Mr PELON – Responsable du Service des Sports et
Vie Associative**

Comptable public assignataire des paiements :

Service de Gestion comptable de Brest

Le Maître d'Œuvre :



**Sport
Initiatives**

**MOE Ingénierie du Sport
ZA La Belle Croix 2 - 72510 REQUEIL
Représentée par M. LOUVEAU**

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 ÉTENDUE ET MODE DE CONSULTATION

La présente consultation est un marché à procédure adaptée avec négociation soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-3 du Code de la commande publique.

2.2 DÉCOMPOSITION EN LOTS ET PHASAGE DU MARCHÉ

2.2.1 Décomposition en lots

Le marché **est alloti** :

Lot	Nature et dénomination
Lot 1 (pour les 2 terrains 2025 & 2026)	Terrassement / VRD / Sol et équipements sportifs / Clôtures
Lot 2 (terrain de Pontanné en 2026)	Éclairage

2.2.2 Phasage du marché

Le marché est décomposé en **deux phases temporelles** :

- Phase 1 : Terrain du complexe sportif de Kerlaurent en 2025
- Phase 2 : Terrain du complexe sportif de Pontanné en 2026

2.3 MODE DE DÉVOLUTION

Ce marché sera attribué à une entreprise individuelle ou à un groupement d'entreprises conjoint ou solidaire.

2.4 DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION

La durée d'exécution maximale du marché est indiquée à l'acte d'engagement. Elle est validée ou modifiée par le candidat qui s'engage sur ses propres délais lors de la remise de l'offre.

2.5 NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Codes CPV principaux

45112500-0 : Travaux de terrassement
45212221-1 : Travaux de construction d'ouvrages pour terrains de sports
45232130-2 : Travaux de construction de canalisations d'eaux pluviales
45233200-1 : Travaux de revêtement divers
45236110-4 : Travaux de nivelage de terrains de sports
45316100-6 : Installation d'appareils d'éclairage extérieur

2.6 VARIANTE LIBRE À L'INITIATIVE DU CANDIDAT

Le présent marché **n'est pas ouvert** aux variantes libres à l'initiatives du candidat.

2.7 VARIANTE OBLIGATOIRE

Le présent marché **ne comprend pas** de variante obligatoire.

2.8 PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE

Le présent marché **comprend** une prestation supplémentaire éventuelle **pour le lot 1** :

Complexe sportif de Kerlaurent (2025) :

- PSE n°1 : Transformation de la demi-lune Sud avec le gazon synthétique déposé

2.9 MODIFICATIONS DE DÉTAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.10 DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 120 jours. Il court à compter de la date limite fixée par la remise des offres.

2.11 COMPLÉMENTS À APPORTER AUX CAHIERS DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Les candidats n'ont pas à apporter de modifications ou de compléments aux Cahiers des Clauses Particulières ni à la décomposition de prix global et forfaitaire à l'exception des quantités unitaires.

Cependant, les soumissionnaires se doivent de signaler à la Collectivité toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents du dossier de consultation des entreprises, ou entre deux de ces documents.

En cas de litige dans le courant du déroulement de la prestation, lié à une différence d'interprétation des documents contractuels, il est entendu que c'est l'interprétation de la Collectivité qui fera foi.

2.12 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Si la candidature est présentée sous la forme d'un groupement d'opérateurs, le groupement sera solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire, conformément aux articles R2142-19 à R2142-27 du Code de la Commande Publique. Chaque cotraitant produit les mêmes documents que ceux qui sont exigés pour le mandataire à l'exception du DC1 rempli conjointement.

En vertu de l'article R2142-21 du Code de la Commande Publique, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels **et** de membres d'un ou plusieurs groupements

Les cotraitants et sous-traitants peuvent être membres de plusieurs groupements.

2.13 OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur met à disposition gratuitement le dossier de consultation qui peut être téléchargé par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation suivante : <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh/> ou sur le site de la Commune : <http://www.guipavas.bzh>

L'accès à la plateforme est gratuit.

Afin de permettre l'envoi d'éventuels compléments, réponses, précisions ou rectificatifs, les soumissionnaires potentiels sont invités à s'authentifier et à indiquer une adresse courriel électronique.

2.14 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Une Annonce d'Avis d'Appel Public à la Concurrence (Annonce AAPC),
- Un Règlement de Consultation (RC),
- Un Acte d'Engagement (AE) par lot,
- Un Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), et ses annexes
- Un Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP),
- Une Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) par lot,
- Dossier de Plans,
- Annexes.

2.15 VISITE FACULTATIVE

La visite est facultative et le site est accessible librement.

L'entrepreneur est réputé par le maître d'ouvrage, dès la remise de son offre, avoir pris connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit exercer une influence sur l'exécution des travaux et ses délais de mise en œuvre, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais dès son marché notifié.

Les questions devront être transmises par écrit par voie électronique sur la plateforme dématérialisée indiquée à l'article 2.13 du présent règlement afin que l'ensemble des candidats puissent avoir connaissance à la fois de la question et de la réponse apportée par la MOA.

Les questions devront parvenir au plus tard 10 jours avant la date de limite de remise des offres.

2.16 CONTENU DES CANDIDATURES ET OFFRES

Le dossier à remettre par chaque candidat devra contenir les documents listés à l'article 2.17 et 2.18. Il sera transmis conformément aux modalités prévues à l'article 3 du présent règlement.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Il n'est pas nécessaire de signer l'offre au moment du dépôt. Seul le candidat attributaire devra la signature de son offre au moment de la notification du marché.

2.17 DOSSIER DE CANDIDATURE

2.17.1 Pièces obligatoires dans le dossier de candidature

Le candidat présente sa candidature conformément aux articles R2142-1 à R2142-14 relatifs aux conditions de participation et aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la Commande Publique.

Le dossier ou le répertoire électronique à remettre au pouvoir adjudicateur contiendra l'ensemble des documents suivants :

- DC1 - Lettre de candidature (disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) comprenant la déclaration sur l'honneur attestant que **le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics**, ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.
- DC2 - Déclaration du candidat (disponible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) comprenant (ou en annexe du DC2) :
 - La **déclaration concernant le chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 - La **déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,
 - La **déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement** pour chacune des 3 dernières années,
 - La **présentation d'une liste de travaux exécutés au cours des 3 dernières années**, appuyées d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiqueront le montant, l'année et le lieu d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menées régulièrement à bonne fin.
 - La **déclaration des références professionnelles et capacités techniques** dont dispose le candidat.

L'ensemble des rubriques devra être soigneusement renseignée.

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Les qualifications professionnelles exigées sont les suivantes :

Terrain de grands jeux en gazon synthétique
Lot 1 : QUALISPORT 102 OU 6 références significatives en travaux similaires Lot 2 : QUALIFELEC TN 4 ou 3 références significatives en travaux similaires depuis 3 ans (éclairage de grande hauteur)

Chaque candidat doit fournir la preuve de ses références techniques par tous documents appropriés (attestations de maîtres d'œuvre concernant des réalisations récentes de technicité et de montant équivalents).

Nota : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que les pièces susvisées sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les opérateurs économiques concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai qui ne saurait être supérieur à 10 jours, conformément aux dispositions des articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la Commande Publique.

Le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché produira en outre :

- Les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail (ex DC6) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents actant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales tels que visés aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique (par l'intermédiaire du formulaire CERFA NOTI2 ou équivalent).

En cas de cotraitance :

Le pli contiendra autant de sous-dossiers que de cotraitants comprenant les documents ci-dessus et portant la mention : « Cotraitant de la société »

En cas de sous-traitance :

Lorsque le candidat, pour présenter sa candidature, s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour justifier de ses capacités professionnelles, financières et techniques, il produit les documents mentionnés ci-dessus concernant cet opérateur.

Il doit joindre également un engagement écrit de cet opérateur économique pour justifier qu'il dispose bien de ces capacités.

2.17.2 Pièces non obligatoires dans le dossier de candidature mais indispensables pour l'attribution du marché

- Attestations d'assurances en cours de validité, pour une police d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et à l'égard de la maîtrise d'ouvrage dans l'exercice de ses missions.
- Extrait KBIS ou une copie de la carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ou de tout document indiquant le statut du candidat.
- Relevé d'Identité Bancaire ou Postal.

2.18 DOSSIER D'OFFRE

Le dossier d'offre doit obligatoirement comporter les pièces contractuelles suivantes :

- **L'Acte d'Engagement, document joint à compléter.** Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat indiquera dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.
- **La Décomposition de Prix Global et forfaitaire (DPGF), cadre joint à compléter,** au format informatique (EXCEL et PDF).
- **Le Mémoire Technique.**

Ce document aura un format **limité par sous-critère** qui correspondra à :

LOT 1		
Sous-critère n°	Détail du sous-critère	Nombres de Points
1	Organisation et méthodologie	30%
	Organisation mise en œuvre par l'entreprise (capacités humaines et techniques) Seules les sous-traitances déclarées pourront être prises en compte. Format de réponse : 5 pages A4 recto, données hors format non prises en compte.	40%
	Méthodologie pour réaliser les ouvrages prévus et prise en compte des particularités/enjeux liés au chantier. Format de réponse : 8 pages A4 recto, données hors format non prises en compte.	30%
	Planning détaillé des travaux incluant les points critiques (délai de commande, points d'arrêt, ...) Format de réponse : 1 page A3 planning de type Gantt, données hors format non prises en compte.	30%
2	Qualité et pérennité des produits prévus	30%
	Qualité et pérennité (durées, portées des garanties et protocole de maintenance) du sol sportif selon la fiche couche de jeu remplie et les documents supports transmis	80%
	Qualité et pérennité (durées et portées des garanties) des clôtures et ouvrants selon les fiches techniques et les documents supports transmis	20%
3	Kerlaurent : Obtention des performances sportives avec conservation de la sous-couche	25%
	Mode opératoire et procédure permettant d'assurer l'obtention des exigences fédérales et de la norme NF EN 15330-1 en conservant la sous-couche existante Format de réponse : 4 pages A4 recto, données hors format non prises en compte.	100%
3	Approche environnementale et Responsabilité Sociétale de l'Entreprise	15%
	Approche environnementale directement liée au chantier, aux ouvrages et matériaux Format de réponse : 4 pages A4 recto, données hors format non prises en compte.	50%
	Approche sociale Format de réponse : 4 pages A4 recto, données hors format non prises en compte.	50%

LOT 2		
Sous-critère n°	Détail du sous-critère	Nombres de Points
1	Organisation et méthodologie	40%
	Organisation mise en œuvre par l'entreprise (capacité humaines et techniques). Seules les sous-traitances déclarée pourront être prises en compte. Format de réponse : 5 pages A4 recto, données hors format non prises en compte.	40%
	Méthodologie pour réaliser les ouvrages prévus et prise en compte des particularités/enjeux liés au chantier. Format de réponse : 4 pages A4 recto, données hors format non prises en compte.	30%
	Planning détaillé des travaux incluant les points critiques (délai de commande, points d'arrêt...) Format de réponse : 1 page A3 planning de type Gantt, données hors format non prises en compte.	30%
2	Qualité et pérennité des produits prévus	40%
	Qualité et pérennité (durées et portées des garanties) des produits selon les fiches techniques et les documents supports transmis (projecteurs, mâts d'éclairage, boîtier de commande, etc.).	100%
3	Approche environnementale et Responsabilité Sociétale de l'Entreprise	20%
	Approche environnementale directement liée au chantier, aux ouvrages et matériaux Format de réponse : 4 pages A4 recto, données hors format non prises en compte.	50%
	Approche sociale Format de réponse : 4 pages A4 recto, données hors format non prises en compte.	50%

- À titre informatif, le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), ci-joint, à accepter sans modification ;
- À titre informatif, le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, ci-joint à accepter sans modification.
- La fiche couche de jeu dûment remplie pour le gazon synthétique ;
- Performances sportives / Rapports de conformité (pour le remplissage proposé) :
 - EN 15330-1 (Couche de souplesse seule | Gazon seul | Remplissage proposé seul | Couche de souplesse + gazon synthétique + remplissage proposé)
 - NF P90-112 (Couche de souplesse seule | Gazon seul | Remplissage proposé seul | Couche de souplesse + gazon synthétique + remplissage proposé)

3 CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Tous les éléments constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature ou de l'offre, doivent être rédigés en langue française et déposés sur le profil d'acheteur.

La remise d'un pli (candidature et offre) est effectuée par chaque candidat à titre gratuit, sans qu'il puisse prétendre à une quelconque rétribution du simple fait d'avoir soumissionné.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les dossiers contenant les renseignements relatifs à la candidature et l'offre devront exclusivement parvenir au pouvoir adjudicateur par voie électronique par le biais de la plateforme dématérialisée indiquée à l'article 2.13 du présent règlement selon les dispositions de l'article 3.1 ci-après.

Les dossiers qui seraient remis en retard ou dont l'avis de réception serait postérieur à la date et à l'heure limite fixées à la première page du présent règlement ne seront pas retenus.

Le candidat doit donc veiller à respecter scrupuleusement les conditions d'envoi des offres détaillées ci-dessous.

3.1 ENVOI DES OFFRES SOUS FORME DÉMATÉRIALISÉE

3.1.1 Cadre général

La transmission du dossier au pouvoir adjudicateur par voie électronique est soumise aux dispositions des articles R2132-7 à R2132-14 du Code de la Commande Publique.

3.1.2 Plateforme de dématérialisation utilisée par le pouvoir adjudicateur

Le candidat devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur la plateforme dématérialisée indiquée à l'article 2.13 du présent règlement pour toute action sur ledit site.

3.1.3 Présentation des dossiers et format des fichiers

Malgré les modifications induites par le décret n°2008-1355 du 19 décembre 2008, sur la plateforme de dématérialisation, les dossiers de candidature et d'offre sont toujours présentés séparément.

Les formats compatibles que le pouvoir adjudicateur peut lire sont les formats lisibles avec les logiciels Acrobat Reader 9.3, MS-Office 2003 et MS Office 2007, Open Office 3.x, ainsi que les formats d'image JPG, TIFF, PNG et de documents HTML. Ces formats peuvent être compressés (zip de préférence).

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif sans réponse :

- Pas de formats exécutables tels que .exe ; .com, .scr, etc. ;
- Pas de macros ;
- Pas d'ActiveX, d'applettes, de scripts, de javascripts, etc.

3.1.4 Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout pli parvenu après la date et l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délai.

3.1.5 Copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 11 de l'arrêté du 28 août 2006.

3.1.6 Antivirus

Le candidat s'assurera avant la constitution de son pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de l'offre du candidat devra être traité préalablement à son envoi par un anti-virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

3.2 ORDRE D'OUVERTURE DES PLIS

Les plis transmis par voie électronique seront numérotés par ordre d'arrivée chronologique. Le pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture des plis électroniques par ordre d'arrivée.

4 UNITÉ MONÉTAIRE

Le candidat est informé que l'Administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : Euro.

5 JUGEMENT DES CANDIDATURE ET OFFRES

5.1 JUGEMENT DES CANDIDATURES

Au vu des renseignements relatifs aux candidatures, seront éliminées les candidatures qui :

- Ne sont pas recevables en application des dispositions des articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la Commande Publique.
- Ne comportent pas les pièces mentionnées aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la Commande Publique (*) ;
- Ne présentent pas les garanties professionnelles, techniques et financières satisfaisantes au vu des documents et renseignements demandés dans l'avis d'appel public à concurrence.

() Toutefois, en vertu des articles R2144-1 à R2144-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander aux candidats qui auraient omis de joindre certains documents ou qui auraient joints des documents incomplets ou erronés de les produire ou de les compléter dans un délai ne pouvant excéder dix (10) jours.*

5.2 JUGEMENT DES OFFRES

À l'issue de l'ouverture des enveloppes, seront éliminées les offres :	
Inappropriées	Toute offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur
Irrégulières	Toute offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans les documents de la consultation.
Inacceptables	Toute offre dont les conditions qui sont prévues pour son exécution méconnaissent la législation en vigueur, ou si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères suivants, cités par ordre de priorité décroissante :

- **Prix des prestations : 40 points**, apprécié au regard de l'acte d'engagement (AE) remis par le candidat (Prix de l'offre moins disante/prix de l'offre analysée) X 40. En considérant que la note maximale de 40 points sera attribuée à l'offre la moins disante.
- **Valeur technique de l'offre : 60 points**, appréciée uniquement au regard des sous-critères détaillés au paragraphe 2.18 du présent règlement de consultation.

Les critères de la valeur technique seront notés selon la grille ci-dessous et la note finale sera obtenue par calcul avec les pondérations indiquées à l'article 2.18 :

Échelle de notation	Appréciation	Justification
0	Aucune information ou hors sujet	Le candidat n'a fourni aucune information ou les éléments communiqués sont rapport avec l'opération.
1	Insatisfaisant	Le candidat a fourni une ou des informations. Le contenu ne répond pas aux attentes.
2	Peu satisfaisant	Le candidat a fourni la ou les informations demandées. Le contenu ne répond que partiellement aux attentes.
3	Moyenne satisfaisant	Le candidat a fourni la ou les informations demandées. Le contenu répond globalement aux attentes sans apporter toutes les précisions attendues.
4	Satisfaisant	Le candidat a fourni la ou les informations demandées. Le contenu répond globalement aux attentes.
5	Très satisfaisant	Le candidat a fourni la ou les informations demandées. Le contenu répond précisément et de manière pertinente à toutes les attentes.
6	Avantageux	Le candidat a fourni la ou les informations demandées. Le contenu répond précisément et de manière pertinente à toutes les attentes. Le contenu présente des avantages particuliers par rapport au critère examiné et sans tomber dans la surqualité ou la surqualification.

5.3 NÉGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager librement, ou non, des négociations avec le ou les candidats de son choix à l'issue du premier classement.

Les formes et conditions de la négociation seront les mêmes pour l'ensemble des candidats admis à négocier. Ils en seront informés par tout moyen après l'analyse. La négociation pourra être menée par tout moyen écrit, téléphonique où donner lieu à des auditions.

La négociation pourra porter sur les conditions techniques et financières de l'offre des candidats ainsi que sur les points non substantiels du cahier des charges.

Les nouvelles offres financières éventuellement remises en cours de négociation par les candidats ont valeur contractuelle quelle que soit la forme qu'elles empruntent. À l'issue de la négociation, les modifications seront formalisées par une annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur classera les offres par ordre décroissant en fonction de ces critères. L'offre la mieux classée sera retenue provisoirement. Le choix sera définitif lorsque le prestataire choisi aura justifié de sa régularité sociale et fiscale.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de ne pas engager de négociation.

5.4 ATTRIBUTION DES MARCHÉS

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats fiscaux et sociaux mentionnés aux articles R2144-1 à R2144-4 du Code de la Commande Publique dans le délai de 7 jours à compter de la réception du message électronique sur le profil d'acheteur l'informant qu'il est retenu, son offre sera rejetée sans possibilité de régularisation.

La même demande sera alors faite au candidat suivant dans le classement des offres, qui sera déclaré attributaire du marché sous réserve que lui-même fournisse ces documents dans le même délai (Et ainsi de suite).

6 CONDITIONS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

Le mode de règlement du marché est le mandat administratif au compte du titulaire, dans les conditions prévues au CCAP. Le délai global de paiement des prestations est de 30 jours maximum.

7 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires (administratifs et/ou techniques) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par le biais de la plateforme dématérialisée indiquée à l'article 2.13 du présent règlement. Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier.

Toute modification ou précision aux documents de la consultation fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse électronique qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

8 INFORMATIONS RECUEILLIES – RGPD

À l'occasion de la consultation du marché public et de l'obligation légale de recueillir certaines données, la Commune de Guipavas, en sa qualité de responsable de traitement, récolte des données personnelles d'identification. Ces données sont destinées aux seuls services de la collectivité en charge de leur traitement dans la limite de leurs attributions respectives, et ont pour finalité la gestion de l'ensemble de la consultation relative au marché public.

Dans le cadre de la consultation, les données traitées relatives aux candidats qui ne sont pas retenus, sont conservées pendant une période maximale de 5 ans à compter de la date limite de remise des offres.

Concernant le candidat retenu, les données personnelles sont conservées pendant 10 ans, après la fin du contrat. Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel et à la loi n°78/17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification et droit à la limitation du traitement, pour des motifs tenant à votre situation particulière.

Pour exercer vos droits vous pouvez adresser votre demande à l'adresse suivante : factures@mairie-guipavas.fr ou à notre délégué à la protection des données via le courriel "protection.donnees@cdg29.bzh" ou à l'adresse :

**Le service RGPD, Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère,
7 Boulevard du Finistère, 29000 Quimper**

La collectivité s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au regard des risques d'accès accidentels, non autorisés ou illégaux, de divulgation, d'altération, de perte ou encore de destruction des données personnelles vous concernant.

En aucun cas vos données communiquées ne feront l'objet d'une vente, d'un échange ou d'une location à des tiers, même à titre gratuit.

Vous êtes toutefois informés qu'elles pourront être divulguées en application d'une loi, d'un règlement ou en vertu d'une décision d'une autorité réglementaire ou judiciaire compétente.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions décrites ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (Commission Nationale de l'informatique et des Libertés).

9 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En cas de différend survenant à l'occasion de la présente consultation, la recherche, préalablement à tout recours, d'un règlement à l'amiable sera privilégiée par les parties.

Si aucune des solutions n'est trouvée, il est possible de faire appel à la médiation en faisant appel :

- Au conciliateur / commission de consultation
- Au médiateur des entreprises
- Au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffes du tribunal administratif de Rennes
3, Contour de la Motte
CS44416
35044 RENNES Cedex
Tél. : 02 23 21 28 28,
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr,
Télécopieur : 02 99 63 56 84

Précisions concernant les voies et délais d'introduction des recours :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 et suivants du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 et suivants du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué (article R.421-1 du code de justice administrative) ;
- Référé suspension accompagnant un recours pour excès de pouvoir (article L. 521-1 du code de justice administrative) ;
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne, n° 358994)

Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une demande de référé-suspension (article L. 521-1 du Code de justice administrative).